

que dans telle entreprise la rationalité du travail soit jugée insuffisante. La collectivité pourrait appeler les ouvriers d'une telle entreprise à la barre pour leur demander de justifier pour quelles raisons leur travail se trouve constamment en efficacité au-dessous du niveau moyen atteint dans l'ensemble de la branche d'industrie à laquelle ils appartiennent.

En conclusion donc, la comptabilité générale de la société apparaît comme le résultat de l'observance de certaines règles uniformes imposées à tous et non pas comme le travail volontaire de l'une ou l'autre instance. Les biens de la société y figurent exprimés en heures de travail. Ainsi la société y retrouve, comme dans un miroir, l'image de toute son activité et la mesure de l'efficacité de son travail. Ce qui ne veut pas dire que dans cette comptabilité elle retrouvera tous les éléments nécessaires à l'établissement d'une économie planifiée. Une telle comptabilité est une comptabilité au sens réel du mot. Il est vrai que de tous les points de la vie économique partent des liens qui convergent tous vers l'organisme central de comptabilité; mais cet organisme ne gère pas la vie économique, il n'a pas le droit de disposer de l'appareil productif. Il ne commande que son propre travail qui consiste à enregistrer l'activité de toutes les entreprises. Et cette disposition ne résulte pas d'un décret quelconque du Congrès des Conseils, pas plus que de l'abnégation des travailleurs occupés à l'office central, mais cela résulte du cours de la production elle-même et des règles sociales qui y président.

LA DISPARITION DU MARCHÉ

Parmi les problèmes les plus importants qui se poseront dans le régime de transition du capitalisme au socialisme, la question du remplacement du marché comme instrument de mesure des besoins tient une place de tout premier ordre. Le capitalisme se fie au marché, c'est lui qui indique l'ordre de grandeur de la production dans ses différentes branches. Les thuriféraires du capitalisme s'extasient devant le marché, parce qu'il adapte, « tout en jouant », « automatiquement » donc, la production aux besoins de la société. Cette admiration ne se justifie cependant en rien. Il est vrai que, dans le capitalisme, le marché en mettant les marchandises en présence des acheteurs constitue le seul moyen de mettre la pro-

duction en rapport avec la consommation. Mais il faudrait aussi se demander comment le marché effectue cette adaptation. Evidemment très mal, si mal qu'il y a lieu de se demander même si adaptation il y a. Le marché transmet à l'appareil de production « les fluctuations de la consommation ». Mais il s'agit d'une consommation assez particulière, de la consommation dont le capitalisme a besoin. La productivité du travail peut croître à l'infini, l'ouvrier n'en pourra pas pour cela assouvir tous ses besoins, (besoins qui croissent aussi dans la mesure ou la productivité du travail augmente). Le travail de l'ouvrier lui est payé à sa valeur, c'est-à-dire au taux qui correspond aux frais de reproduction de sa force travail. Mais ce taux est inférieur aux prix de vente des marchandises que le capitaliste compte réaliser sur le marché. Les masses ouvrières se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de racheter toute la production capitaliste. A considérer donc les choses de plus près, on constate que le fameux marché des capitalistes n'est pas du tout un moyen d'adapter la production aux besoins des grandes masses.

Les bolcheviques ont voulu se libérer des lois du marché. Dans le « communisme de guerre », ils y étaient presque parvenus. Le Commissariat pour le Ravitaillement (le Narcomprod) déterminait la ration en nourriture et en vêtement de près de 38 millions d'habitants (l'ensemble de la population des villes, de l'industrie, les paysans restant en dehors de son champ d'action). Si on tient compte que l'usage de l'eau, du gaz, de l'électricité, des habitations, des moyens de transports, des moyens de chauffage étaient gratuits, on se rend compte qu'il n'est pas exagéré de dire qu'ils étaient presque parvenus à abolir le marché.

En faisant abstraction du fait que ce système ne s'est pas effondré uniquement en raison des vices qui lui étaient inhérents, mais à cause aussi des conditions particulières défavorables à pareille expérimentation, on peut dire que les bolcheviques procédèrent comme suit : le marché devait être remplacé par des statistiques relatives à la production et à la consommation. Le Conseil Supérieur Economique en accord avec le Commissariat du Ravitaillement fixerait les besoins de la population en pain, beurre, sucre, viande,

de, matières textiles, etc. Armé de ces données statistiques le Conseil Supérieur donne des instructions pour produire les quantités nécessaires pour les diverses branches du ravitaillement. Le Conseil connaissant d'une part les besoins, d'autre part la force de production du pays, allait adapter la production aux besoins des masses. **La condition essentielle pour que cette solution soit pratiquée est donc de concentrer la direction de toute la vie économique entre les mains du Conseil Supérieur Economique.**

Mais précisément, la concentration de l'appareil de production entre les mains de l'Etat est le moyen de transformer une dictature du prolétariat en une dictature sur le prolétariat. C'est aussi ce qui s'est passé en Russie. Non seulement le Conseil Supérieur de l'Economie devait disposer des moyens de production, mais aussi du matériel humain capable de les mettre en action. Le Comité pour le travail obligatoire général, sous la présidence de Trotsky décréta en décembre 1919 que les travailleurs qualifiés venant de l'armée étaient obligés de se rendre, carnet de travail à la main, là où leur présence était réclamée.

Ce n'est pas seulement pour ces raisons que cette manière de faire disparaître le marché ne peut être retenue, mais encore pour cette autre raison que l'adaptation de la production aux besoins des masses ne peut pas être obtenue de cette manière. Le Conseil Supérieur prétend connaître les besoins des masses, en réalité ce sont les « besoins » dont lui-même a tracé les limites d'avance. Et même si les données statistiques qu'il obtient étaient celles correspondant aux besoins réels des masses, il se ferait qu'elles seraient depuis longtemps périmées au moment où le Conseil les connaîtrait.

Mais toutes ces considérations ne nous ont pas encore fait découvrir quel est le mécanisme qui, en régime communiste remplacera le marché. Marx parla de l'abolition du marché. Il est nécessaire de savoir ce qu'il a voulu dire par là. Quand Marx affirma que dans un « ordre social communiste fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits », il a voulu simplement marquer par là que la condition fondamentale à tout échange, à savoir le mode de propriété privée, disparaissant en régime

communiste, il n'y avait plus lieu de considérer le passage des marchandises de certaines mains à d'autres mains comme un échange, étant donné que dans le communisme « nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien d'autre que des objets de consommation individuelle ne peut entrer dans la propriété de l'individu ». Pour Marx, l'abolition du marché n'est qu'une conséquence du nouvel ordre juridique instauré par le communisme, mais il ne donne aucune indication sur la façon dont la production devra être adaptée aux besoins. Dans l'« Association des producteurs libres et égaux » les entreprises entrent en rapport les unes avec les autres pour se procurer ce dont elles ont besoin. Un règlement de compte, intervient pour constater le passage des marchandises d'une entreprise à une autre ou de la collectivité à un consommateur individuel, mais cette opération ne constitue nullement une vente. Le fond et la forme de l'échange ont donc changé.

Cependant ces transferts de biens sont autant d'indications pour la production. Celle-ci s'oriente et tend à s'adapter à la demande. Aussi l'« Association des producteurs libres et égaux » devra-t-elle être doublée d'une « Association de consommateurs libres et égaux ». Des coopératives devront être créées. Dans ces coopératives les désirs des consommateurs individuels, trouvent une expression collective. La production devra y être adaptée. Cette adaptation ne pourra se faire du jour au lendemain. La liberté des entreprises sera limitée par les données qui se dégagent de cette confrontation des besoins de la production et ainsi se dégage une nouvelle signification du mot d'ordre : « L'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». L'adaptation de la production aux besoins des masses ne peut être que l'œuvre des producteurs-consommateurs eux-mêmes.

L'EXTENSION DE LA PRODUCTION

L'adaptation de l'appareil de production aux besoins des masses soulève un autre problème, celui de l'accumulation, susceptible de compliquer la question de la répartition du produit. Nous avons examiné ce problème en partant du point de vue que la société n'avait comme obligation que de reconstituer l'appareil de production existant. Toutes les entrepri-